

30 % au cours des derniers 18 mois, inversant ainsi une tendance vieille de deux décennies.

En dépit de ces changements, certains experts palestiniens estiment que les territoires ne sont en aucun cas dans une position leur permettant de parvenir à l'indépendance économique.

« *Nous avons besoin d'une foule de projets* », déclare Kamal Hassouneh, PDG de la compagnie Al-Chark. « *Jusqu'ici, nous ne couvrons que 8 % de nos besoins et Israël fournissait les 92 % restant. Nous avons besoin de verre, de cuirs commerciaux, de fibre de verre, de plastique. Nous ne pouvons pas produire une batterie ou une radio ici, ni même les assembler.* »

Les experts israéliens minimisent également les aspirations des Palestiniens à l'indépendance économique, estimant que le passage à des importations de substitution dans le domaine alimentaire et celui de l'industrie légère est inefficace et destructeur.

« *S'il croient qu'ils peuvent se détacher de l'économie israélienne et poursuivre un développement indépendant, c'est prématuré et toute cette approche est puérile* », déclare Meron Benvenisti, un des meilleurs experts israéliens sur la Cisjordanie. « *Ce n'est pas du développement économique, c'est une économie mobilisée par des objectifs politiques.* »

Pourtant, M. Benvenisti reconnaît que la stratégie palestinienne produit des gains politiques significatifs. « *L'effet psychologique de l'effort accompli pour rendre l'économie indépendante d'Israël est extrêmement important* », déclare-t-il. « *L'effort est en lui-même admirable, et il constitue une pierre angulaire pour le futur. C'est un élément dans le processus de construction nationale palestinienne.* »

Jackson DIEHL
The Washington Post, IHT, 7 septembre 1989.

DÉSESPOIR A L'HÔTEL MIAMI

Lorsque Philip Adelman a quitté l'Union soviétique pour Israël, il y a deux mois, il

n'aurait jamais imaginé qu'il se retrouverait un jour laissé en rade dans un endroit appelé l'hôtel Miami, menaçant d'entamer une grève de la faim. « *Nous avons pleuré de joie lorsque l'avion s'est approché de Tel Aviv* », se souvient cet économiste arrivé avec sept membres de sa famille. « *Nous avons cru que ce serait comme un retour au foyer.* »

Adelman, 62 ans, s'attendait à un accueil chaleureux dans l'un des centres d'absorption d'Israël qui offrent des cours de langue, des conseils à l'emploi et une sorte de protection contre le choc culturel. Au lieu de cela, il s'est vu remettre 110 dollars, et il lui a été dit de se loger temporairement dans le lugubre hôtel Miami, un bâtiment de deux étages situé à Ashdod, à 22 miles au sud de Tel-Aviv. « *Ils m'ont dit que je ne serais ici que pour une semaine ou deux* », déclare-t-il incrédule, assis sur le porche d'entrée en compagnie d'une douzaine d'autres immigrants en colère. « *Mais comment pourrais-je obtenir un emploi ou me payer un appartement ?* » Sans argent et ne possédant que quelques bribes d'hébreu, Adelman désespère de pouvoir trouver une vie nouvelle en Terre sainte. « *Personne ne nous aide* », se lamente-t-il. « *Je n'ai pas écrit une seule lettre à mes amis en Russie. Je ne saurais pas quoi leur dire.* »

Les responsables israéliens préféreraient qu'il n'écrive pas. Le pays tente désespérément d'attirer une partie importante des dizaines de milliers de juifs soviétiques que l'on s'attend à voir profiter des nouvelles réglementations de Moscou et émigrer cette année. Moins de 10 % de ces émigrés aboutissent actuellement en Israël ; la plupart utilisent leurs visas israéliens pour quitter l'Union soviétique, puis ils débarquent d'avion à Vienne ou à Rome et se dirigent droit vers l'ambassade des États-Unis. Le flot de demandes a contraint les États-Unis à limiter le nombre de visas, encourageant du même coup les responsables de Jérusalem à prévoir que 50 000 juifs soviétiques opteront pour Israël au cours des 24 prochains mois. Le Premier ministre Yitzhak

Shamir affirme : « *Ceci est la meilleure nouvelle que nous ayons eue depuis des années.* »

La campagne vigoureuse menée par Israël pour attirer plus d'*olim* — le terme hébreu pour désigner les immigrants juifs — choque la plupart des nouveaux venus qui la trouvent péniblement ironique. Bien qu'ils soient officiellement acclamés comme des héros pour avoir préféré Sion à New York, beaucoup se sentent mal aimés. « *Je peux vous raconter des dizaines d'histoires sur des familles forcées de passer des jours entiers à l'aéroport* », déclare Yoav Peck, président du Conseil des organisations *olim* et directeur exécutif de l'association des Américains et Canadiens en Israël. Trouver un travail n'est pas plus facile. Selon lui, « *si vous avez la malchance d'être surqualifié, vous pouvez vous retrouver balayeur de rues* ».

Les critiques des *olim* sont particulièrement troublantes pour une nation qui a longtemps été fière de sa capacité à transformer des immigrants en citoyens à part entière. Entre 1948 et 1951, la population juive d'Israël a doublé. Vers la fin des années 60 et durant les années 70, une augmentation de la productivité et les largesses du gouvernement travailliste ont assuré aux immigrants un accueil attentif. Actuellement, l'Agence juive, un organisme semi-officiel qui aide à la réinsertion, et le gouvernement sont engagés dans un débat amer sur la question de savoir qui doit fournir de nouveaux logements. Entre-temps, les quelque 38 centres d'absorption d'Israël sont sous-équipés et en voie de délabrement ; ils ont dépassé leur capacité d'accueil avec près de 10 000 citoyens nouveaux et nécessiteux. Ces centres sont conçus pour procurer un logement pour une période allant jusqu'à 6 mois, mais des centaines de familles ont languï dans les appartements bondés des centres pendant deux ou trois ans, incapables de trouver un emploi ou un logement malgré les aides du gouvernement.

Timothy et Alexandra Berazeen ont attendu pendant 20 ans la permission de quitter l'Union soviétique. Ils ont passé

leurs trois dernières années au centre d'absorption Mevasseret Zion près de Jérusalem, attendant de commencer leur nouvelle vie en Israël. « *Ils nous ont menti* », dit Timothy, 54 ans, qui se bat pour faire vivre sa famille de neuf personnes grâce à un emploi mal payé dans une compagnie pharmaceutique. « *Nous sentons qu'il n'y a pas de place pour nous dans ce pays.* » Sa femme se lamente : « *Ils passent leur temps à nous dire d'attendre et que quelque chose sera fait. Mais nous avons attendu pendant des années.* »

En dépit de bonnes intentions et de promesses en cascade, les responsables doivent encore offrir aux immigrants plus que ce qu'un journaliste israélien appelle la « *rhétorique d'urgence* ». Shamir en a offert un échantillon au mois de juin en prenant la parole au cours d'une réunion de l'Agence juive à Jérusalem. « *Nous avons lutté ensemble pendant plus de 20 ans pour libérer les juifs soviétiques* », déclarait-il. « *Maintenant, nous devons œuvrer ensemble pour démontrer que nous sommes capables de mener jusqu'au bout nos engagements.* »

Il pourrait commencer par les immigrants en colère séquestrés à l'hôtel Miami. « *Nous ne demandons pas beaucoup* », souligne Sima Kroetoro, 65 ans, qui est arrivée de Roumanie avec son mari et son fils au mois de mai. « *Mais quelqu'un serait-il assez aimable pour nous dire quel est notre statut et comment pourrions-nous sortir d'ici ?* » Sa plaidoirie est interrompue par d'autres. « *Je me sens tellement malheureuse* », déclare Sofer Ettias Kartechev, 60 ans, qui a quitté l'Union soviétique avec deux de ses enfants et une petite-fille en juin. « *Nous n'avons pas d'argent et pas d'amis* », se plaint-elle. Un de ses fils en Union soviétique a l'intention de la rejoindre bientôt. « *Je lui écris de belles choses au sujet d'Israël car je ne veux pas le perdre* », dit-elle. « *Je veux qu'il croie que nous sommes traités comme les enfants d'Israël.* »

Jon D. HULL
Time, 7 août 1989.